ISSN 0024-7650

Le journal d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2403 - 22 août 2014 - **Prix: 1 €** - DOM: 1,50 €

Valls promet une rentrée difficile

Préparons l'explosion sociale !

• États-Unis

Ferguson : saine révolte de la population

p. 12

• Israël

Manifestation contre l'intervention à Gaza

p. 9

Août 1914, août 1944...

Le capitalisme, c'est la guerre

p.6 et 7

SOMMAIRE

Leur société

p. 4 ■ IRM : un sous-équipement criminel
■ Accessibilité pour les handicapés
■ Belfort : Qui veut gagner... du boulot ?
■ Fil rouge

p. 5 ■ Impôt sur le revenu : de plus en plus de contribuables
■ Allocation de rentrée scolaire : quel changement ?
■ Étudiants : sélection par l'argent
■ Assemblée nationale : dur d'être une élue ? Et une travailleuse !
■ Panique chez les fraudeurs

p. 6/7 ■ Août 1914 : James Connolly, un socialiste fidèle à l'internationalisme
Une révolution à l'échelle d'un continent
■ Août 1944 : la police s'enferme à la préfecture
■ Commémoration du débarquement en Provence

Dans le monde

p. 8 ■ Maroc : inégalités sociales et attaques contre les travailleurs
Mort d'un militant en grève de la faim
■ L'épidémie de fièvre Ebola
■ La pauvreté dans le monde : fruit du capitalisme

p. 9 ■ Israël : manifestation à Tel-Aviv « Pour une paix juste et la fin de l'intervention »
L'extrême droite s'oppose à un mariage mixte
■ Grèce : Sortie de crise. Pour qui ?
■ Égalité des sexes : la Cour de justice européenne contre les femmes

p. 12 ■ États-Unis : la saine révolte de la population à Ferguson
■ Ukraine : la guerre en Europe

Dans les entreprises

p. 10 ■ Hôpital Beaujon – Clichy (Hauts-de-Seine): ouvriers maltraités
Un mal chronique
■ La poste – Toulouse : La Poste distribue... les mauvais coups
■ Centre financier – La Poste – Bordeaux : quand La Banque Postale essaie de faire travailler les directeurs

p. 11 ■ Josselin (Morbihan) : les 1 000 salariés de l'abattoir GAD inquiets pour leur emploi
■ Simpa – Vendeuvre-sur-Barse (Aube) : redressement judiciaire et chantage à l'emploi
■ Renault Cléon (Seine-Maritime) : la Sécu régionale interpelle la direction

Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre

Pendant les mois de vacances aussi, les militantes et les militants de Lutte Ouvrière viennent à votre rencontre dans toutes les régions du pays.

Alors que Valls nous annonce qu'il va continuer sa politique, faite de sacrifices imposés aux travailleurs et de cadeaux distribués aux patrons, c'est l'occasion de discuter de tous les sujets qui préoccupent le monde du travail : le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, la précarité, l'avenir bouché qui est celui de la jeunesse. C'est l'occasion de dire que la classe ouvrière peut combattre tous ces maux, si elle a confiance en sa force et s'en prend à ses vrais adversaires, le patronat et le gouvernement, sans laisser détourner sa colère, au profit de l'extrême droite notamment. C'est aussi l'occasion de discuter de la situation dans tous les pays du monde où des travailleurs comme nous tentent de survivre au milieu des guerres suscitées par les intérêts impérialistes, de l'Irak à la Palestine en passant par l'Afrique.

Alors n'hésitez pas, venez discuter avec nous dans les villes dont nous publions la liste ci-dessous.

Pas-de-Calais

Jeudi 21 août : Dunkerque
Vendredi 22 août : Boulogne-sur-Mer
Samedi 23 août : Saint-Omer

Lorraine

Jeudi 21 août : Nancy
Vendredi 22 août : Saint-Avold – Forbarch
Samedi 23 août : Longwy – Hayange

Poitou – Charentes

Jeudi 21 août : Poitiers
Vendredi 22 août : Châtellerault
Samedi 23 août : Blois

Savoie – Ain

Jeudi 21 août : Oyonnax
Vendredi 22 août : Villefranche-sur-Saône
Samedi 23 août : Bourg-en-Bresse

Pyrénées

Lundi 25 août : Saint-Jean-de-Luz
Mardi 26 août : Biarritz – Anglet – Bayonne
Mercredi 27 août : Bayonne
Jeudi 28 août : Tarbes
Vendredi 29 août : Pau
Samedi 30 août : Auch

Tarn – Languedoc

Lundi 25 août : Albi
Mardi 26 août : Castres
Mercredi 27 août : Montauban
Jeudi 28 août : Narbonne
Vendredi 29 août : Perpignan
Samedi 30 août : Carcassonne

Bretagne

Lundi 25 août : Brest
Mardi 26 août : Quimper
Mercredi 27 août : Concarneau
Jeudi 28 août : Lanester
Vendredi 29 août : Vannes
Samedi 30 août : Lorient

Atlantique – Pays-de-Loire

Lundi 25 août : La Rochelle
Mardi 26 août : Niort
Mercredi 27 août : La Roche-sur-Yon
Jeudi 28 août : Cholet
Vendredi 29 août : Saint-Herblain – Rézé
Samedi 30 août : Nantes

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante :
LUTTE OUVRIÈRE BP 233
75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Presse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. – Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Dépôt légal août 2014.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière l'hebdomadaire
www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière multimédia
(télé, radio, CLT)
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière audio
(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information hebdomadaire par e-mail
Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : .....Prénom : .....
Adresse : .....
Code postal : .....Ville : .....
Ci-joint la somme de : .....
par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière
ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	*Lutte Ouvrière*		*Lutte de Classe*
Destination :	*6 mois*	*1 an*	*1 an*
France, DOM-TOM	*18 €*	*35 €*	*15 €*
DOM-TOM avion	*25 €*	*50 €*	*21 €*
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	*30 €*	*60 €*	*20 €*
USA, Canada	*35 €*	*70 €*	*22 €*
Autre Amérique, Asie, Océanie	*43 €*	*85 €*	*25 €*
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande			

Éditorial

des bulletins d'entreprise
du18 août

La guerre qu'ils nous mènent
Valls lui-même le dit : la rentrée sera difficile

Pour une fois, il dit la vérité. La rentrée sera en tout cas difficile pour les travailleurs, les chômeurs, les retraités du monde du travail, et pour beaucoup, catastrophique. Les grandes entreprises continuent à diminuer leurs effectifs au nom de la compétitivité, en faisant faire plus de travail par moins de travailleurs. Le chômage augmente inexorablement. Même celles et ceux qui retrouvent du travail après un licenciement, au bout de semaines ou de mois de galère, ne retrouvent qu'un emploi plus précaire, plus flexible, plus mal payé et, souvent, loin du logement péniblement acquis au fil des ans. Quant aux jeunes, commencer sa vie professionnelle sans trouver d'emploi, errer de petit boulot en petit boulot devient la règle. Même pour les salariés qui ont un emploi stable, leur pouvoir d'achat s'effrite parce que les salaires sont bloqués alors que les dépenses augmentent : loyer, impôts, scolarité des enfants.

Malgré les mensonges et les fausses promesses dont Hollande et Valls nous ont abreuvés tout au long de l'année, en pérorant sur la reprise de la croissance ou le « retournement de la courbe du chômage », l'économie ne redémarre pas. Même l'Allemagne, présentée si longtemps comme l'exemple à suivre, est en train de s'enfoncer dans la stagnation. L'économie capitaliste, cette économie démente où la concurrence pour le profit conduit à des soubresauts économiques de plus en plus fréquents, de plus en plus graves, ne parvient pas à surmonter sa crise. Voilà la raison fondamentale de l'aggravation de la guerre de classe menée par la classe capitaliste contre les travailleurs.

Pour la grande bourgeoisie, qui monopolise la propriété des usines, des machines, des moyens de production, démolir les conditions d'existence des travailleurs est un impératif pour sauvegarder et pour accroître ses fortunes malgré la crise. Mieux, en profitant de la crise elle-même, pour que les actionnaires des entreprises les plus puissantes mettent la main sur les canards boiteux, pour concentrer le pouvoir économique entre les mains d'un nombre restreint de grands bourgeois. Pour eux, la crise n'est pas un malheur mais une opportunité à saisir. Ce qui leur en donne les moyens, c'est l'aggravation de l'exploitation dans les entreprises elles-mêmes et c'est la mise à leur disposition d'une part croissante des moyens de l'État, avec pour contrepartie des économies sur les services publics et la démolition des protections sociales.

Dans cette guerre de classe, l'État, le gouvernement sont entièrement au service des intérêts de la grande bourgeoisie. Les Hollande et Valls parlent d'entreprises, là où il s'agit en vérité de leurs actionnaires, de la grande bourgeoisie. Car prétendre « favoriser les entreprises », alors que celles-ci licencient, est une escroquerie. Le profit des entreprises n'a jamais servi aux travailleurs et, depuis plusieurs années, il ne sert même plus les investissements productifs mais la spéculation. Et Valls d'affirmer qu'« il est hors de question de changer de politique ». Le Parti socialiste est prêt à se suicider électoralement, mais il servira jusqu'au bout ses donneurs d'ordres, les gros possédants.

Voilà ce qu'ils nous réservent. Nous n'avons rien d'autre à attendre des maîtres de l'économie et de leurs serviteurs politiques que des coups. Alors, sachons que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Seule une explosion sociale susceptible de se transformer en lutte déterminée et consciente des travailleurs peut les arrêter. Car malgré toute l'avidité de la classe bourgeoise, malgré toute la servilité de la caste politique, ils savent que l'économie ne peut fonctionner qu'avec les bras et les cerveaux de leurs salariés.

Le rapport de force pour une lutte déterminée n'y est pas encore ? Pèse sur les travailleurs tout le poids du chômage, de la crainte pour l'avenir. Pèsent autant les déceptions politiques du passé, le constat que la gauche au pouvoir est aussi servile devant la grande bourgeoisie que la droite. Pèse encore cette désorientation politique profonde qui pousse une partie des classes populaires vers des illusions mortelles en une extrême droite tout autant au service du grand capital que les autres, mais en plus dangereux pour les travailleurs et pour la société.

Il n'en reste pas moins que seule la lutte déterminée et consciente des travailleurs ouvrira une voie.

Nous en avons la capacité. La volonté de nous y engager viendra en reprenant confiance en nous-mêmes.

• Valls à l'université d'été du Medef
Gattaz et le patronat en veulent toujours plus !

Valls a annoncé la semaine dernière qu'il se rendrait à l'université du Medef qui se tiendra les 27 et 28 août à Jouy-en-Josas (Yvelines). Ce n'est pas une première pour un Premier ministre socialiste. Fin août 2012, Jean-Marc Ayrault avait déjà fait ce déplacement.

À l'époque, il s'agissait de « rassurer » les patrons sur les intentions des socialistes revenus depuis peu au pouvoir. Les patrons n'étaient absolument pas inquiets et n'avaient aucune raison de l'être, mais c'était un geste symbolique. Aujourd'hui, Valls tient à montrer que lui non plus n'a rien à refuser au patronat et sa participation à cette grande sauterie du Medef est, plus encore que pour son prédécesseur, l'occasion d'en donner une nouvelle preuve.

Puisque le gouvernement est prêt à tout pour satisfaire ses exigences, le Medef, de son côté, entend bien en tirer un profit maximum. D'après le journal *Le Monde*, Pierre Gattaz avait préparé un document de travail qui devait être rendu public à l'occasion de cette université d'été, dans lequel il listait « *10 leviers pour l'emploi, simples à prendre, pour stopper la dégradation* ». Ce document ne faisait que reprendre des exigences patronales connues, notamment la libéralisation de l'ouverture des commerces le soir et le dimanche, la remise en cause des seuils sociaux, la suppression de la taxe sur les transactions financières, la création d'un contrat « zéro charges » apprentis, sans oublier l'inévitable suppression de « *toutes les fiscalités pesant sur les outils de production* ».

Il semble qu'il ait été décidé de repousser la publication de document, qui aurait pu apparaître comme une provocation. Gattaz répète qu'il n'a rien contre Valls. Simplement, en bon représentant du patronat, bien loin de se satisfaire des cadeaux du gouvernement, il en exige toujours plus. Et sans attendre !

Marc REMY

• IRM

Un sous-équipement criminel

En un an, le délai pour obtenir un rendez-vous pour une séance d'IRM a augmenté de sept jours. Les patients doivent attendre désormais en moyenne 37,7 jours, contre 30,5 jours en 2013 et 29 jours en 2012, selon l'étude annuelle réalisée par l'ISA, une association liée aux industriels de l'imagerie médicale.

Le délai dépasse 50 jours en Bretagne, Alsace, Lorraine, Auvergne et Pays de la Loire, et atteint même 64 jours en Basse-Normandie, l'une des régions qui enregistrent le plus de mortalité par cancers.

L'IRM est actuellement la technique la plus performante d'analyse des lésions et de diagnostic du cancer : des délais d'attente aussi importants peuvent avoir de graves répercussions sur la santé des patients.

En cause, le sous-équipement de la France. Avec 10,7 appareils par million d'habitants, c'est deux fois moins en moyenne qu'en Europe, et trois fois moins par exemple qu'en Allemagne et au Danemark. Et rien n'est fait pour combler ce retard. En un an, le nombre d'IRM a progressé de 5,9 % alors que, selon l'ISA, les demandes progressent de 6 % à 12 % par an. D'où la dégradation de la situation

Il faut dire que le gouvernement de Hollande-Valls, comme ses prédécesseurs, a fait des dépenses de santé une des cibles privilégiées de son plan d'économies. De ce point de vue, la déclaration du cabinet de la ministre de la Santé, Marisol Touraine, osant expliquer que « *le délai d'attente n'est qu'un indicateur parmi d'autres* », et un rapport de l'Assurance-maladie qui, selon la presse, s'opposerait à « *une augmentation trop rapide du parc* » parce que susceptible « *d'encourager la demande* », n'augurent rien de bon pour la population, c'est le moins qu'on puisse dire.

Jean-Jacques LAMY

• Accessibilité pour les handicapés

Le gouvernement recule... encore une fois

L'Assemblée nationale a autorisé, en juin dernier, le gouvernement à légiférer par ordonnance sur la mise en accessibilité des lieux publics et transports aux handicapés. Non pas pour accéler les choses, mais au contraire pour les ralentir.

Pourtant, la loi sur l'égalité des chances votée en 2005, sur le même sujet, obligeait les transports collectifs et les établissements recevant du public à faire les travaux nécessaires, en fixant l'échéance au 1er janvier 2015. Dix ans de délai, cela avait semblé raisonnable à Chirac, qui en avait fait l'un de ses grands chantiers. En réalité, on ne comptait déjà plus les plans adoptés, les mesures décidées, les amendements ou lois votés, tous non appliqués, depuis au moins 1975.

Et aujourd'hui, à quelques mois de l'échéance, on est loin de ce qui a été prévu en 2005. D'après Ségolène Neuville, secrétaire d'État chargée des Handicapés, « *à six mois de l'échéance, environ 330 000 établissements sont aux normes sur plus d'un million* ». Et les normes elles-mêmes sont parfois un peu laxistes.

Au lieu de tout faire pour accélérer les mises aux normes, le gouvernement va donc reculer, en particulier pour ce qui le concerne directement : les transports publics, les établissements scolaires, les services publics comme les tribunaux ou les préfectures. Évidemment, Ségolène Neuville prétend que l'ordonnance, prochainement publiée, ne sera pas une renonciation de la loi de 2005, et ne représentera pas « *un abandon ou un recul de l'objectif de mise en accessibilité* ». C'est un mensonge : le gouvernement, sur son portail Internet a déjà annoncé les grandes lignes de son ordonnance : il donnera un délai supplémentaire de trois à neuf ans à tous, en exigeant simplement en contrepartie « *un calendrier* ».

Photo Communauté « Non au report de 2015 »

Ce n'est pas seulement de l'hypocrisie. Pour les millions de personnes concernées, ce sont des années supplémentaires de galère et de privation de vie comme tout le monde.

Bertand GORDES

• Belfort

Qui veut gagner du boulot ?

Le maire UMP de Belfort s'est saisi de l'ouverture prochaine d'une salle destinée aux jeunes du quartier populaire des Résidences pour lancer un jeu-concours permettant... de gagner un emploi !

Le gagnant qui trouvera un nom à cette salle se verra « *proposer un contrat de travail temporaire sur l'un des grands événements organisés par la ville* », c'est-à-dire un petit boulot de quelques heures pour les prochaines animations de Noël, ou pour le festival de cinéma en novembre, ou encore le festival de musique de la Pentecôte 2015 !

L'initiative aurait de quoi faire sourire si elle n'émanait pas d'une municipalité qui vient de supprimer 19 emplois de coordonnateurs dans le périscolaire, des postes occupés par des salariés stagiaires en voie de titularisation. Le maire a aussi annoncé son intention de réduire de 20 % le recours aux vacataires dans les musées, les écoles, et d'étudier au cas par cas le non-remplacement des agents de la ville partant à la retraite.

Dans une ville où le chômage explose – près d'un jeune sur deux dans le quartier des Résidences n'a pas de travail – le maire, fier de sa trouvaille, explique : « *L'idée est de leur donner [aux jeunes participant au concours] les moyens de se prendre en charge et de réussir une insertion dans le monde du travail en gagnant un peu de sous.* » « Réussir son insertion », quand des dizaines d'emplois sont supprimés : il fallait l'oser !

Correspondant LO

Fil rouge

À l'UMP, quelle misère !

On nous apprend que la majorité des parlementaires de l'UMP ne sont pas à jour de leurs cotisations à leur parti, certains et pas des moindres, comme Rachida Dati et d'autres, n'ayant rien payé depuis des années. Après tout, ça regarde ces notables de la droite. Sauf que pour des gens qui, à longueur de journées, font des discours sur ce qui est civique et ce qui ne le serait pas, cela la fiche mal.

Hollande mérite la médaille en fer-blanc

Aux champions d'Europe d'athlétisme rassemblés sur le perron de l'Élysée, Hollande a déclaré : « *Vous avez porté des valeurs qui comptent dans la société d'aujourd'hui : le travail… La seconde valeur que vous avez portée, c'est l'effort.* »

Travail, effort, des mots qui sonnent curieusement aux oreilles des cinq millions de sans-emploi actuels et de ceux qui sont menacés de le devenir dans les semaines qui viennent.

Au 23 médailles remportées par les athlètes portant le maillot français, il serait justifié d'en ajouter une vingt-quatrième : celle du discours le plus creux.

Dividendes : la croissance continue

La semaine dernière, la presse titrait sur la panne de la croissance économique dans la zone euro au deuxième trimestre de l'année. Cette semaine, elle fait état d'une étude d'un fonds d'investissement qui révèle que dans le même temps, c'est-à-dire d'avril à juin, les entreprises européennes avaient distribué au total 115 milliards d'euros de dividendes, soit 20 % de plus que l'an dernier. Pour les actionnaires français, cette hausse a même atteint 30 %. Cette croissance-là n'est pas en panne : quoi qu'il arrive, les grands actionnaires continuent à tirer profit de la crise... et surtout des largesses des États pour leur venir en aide. Ce sont eux qui ruinent l'économie, les budgets publics et les populations.

• Allocation de rentrée scolaire

Quel changement ?

C'est cette semaine que débute l'envoi de l'allocation de rentrée scolaire à 3 millions de familles. Elle n'augmente que de 0,7 % par rapport à l'année dernière et son montant est bien insuffisant pour faire face à toutes les dépenses. Elle ne bénéficie qu'aux familles très défavorisées. Par exemple, une famille de trois personnes ne doit pas avoir déclaré aux impôts plus de 2 000 euros de revenu mensuel en 2012 pour que son enfant y ait droit. Autrement dit, si le père et la mère gagnent le smic, ils n'y ont pas droit. C'est suggérer que même ceux qui ont de petits salaires doivent payer intégralement le coût de la rentrée, y compris pour l'habillement, les chaussures et le matériel coûteux souvent demandé dans les lycées professionnels.

En 2012, le gouvernement avait estimé nécessaire d'augmenter cette allocation de 25 %. C'était l'aveu qu'elle était très insuffisante. Et depuis les revenus des familles sont loin d'avoir augmenté.

Alors, quand on prétend que l'école laïque est gratuite pour tous, c'est un mensonge. Elle creuse l'écart entre les enfants des classes populaires et ceux de familles riches. L'école devrait fournir gratuitement non seulement les manuels scolaires mais aussi toutes les fournitures pour l'année scolaire. L'argent de l'État, celui des impôts payés par les familles, devrait aller en priorité à l'éducation, pour offrir à tous les enfants de bonnes conditions d'études.

Claire DESPLANTES

• Impôts sur le revenu

De plus en plus de contribuables

Le ministère des Finances affirme que, grâce aux réductions d'impôt annoncées par Manuel Valls, 1,9 million de contribuables vont cesser de payer l'impôt sur le revenu. Cela reste à vérifier mais, même si cette affirmation se révélait exacte, ce ne serait jamais que le retour à une situation où le nombre de familles pauvres assujetties à cet impôt avait déjà fortement augmenté.

Depuis 2009, ce sont 3,4 millions de personnes supplémentaires qui ont dû payer l'impôt sur le revenu : un million de plus en 2010, 400 000 en 2011, un million en 2012 et encore un million en 2013.

On aurait pu s'attendre au contraire qu'avec des salaires bloqués, un nombre de chômeurs toujours en hausse, des jeunes qui ne trouvent pas de travail et, de manière générale, un appauvrissement de la plus grande partie de la population, le nombre d'assujettis à l'impôt sur le revenu diminue. Il n'en a rien été, et il n'y a aucun mystère à cela. La droite puis la gauche ont fait entrer de plus en plus de personnes dans le barème de cet impôt, notamment avec le gel du barème instauré par Sarkozy en 2011, et conservé par François Hollande à son arrivée à la tête de l'État. La politique dont Valls affirme aujourd'hui vouloir « garder le cap » consiste à prendre l'argent aux classes populaires pour le distribuer au grand patronat. On peut donc être certain que le gouvernement continuera à pressurer d'impôts le monde du travail, sous une forme ou une autre, quelles que soient les réductions aujourd'hui promises.

Daniel MESCLA

• Étudiants

Sélection par l'argent

Lundi 18 août, le gouvernement a annoncé une revalorisation de 0,7 % de l'ensemble des bourses sur critères sociaux. Cela devrait faire de 7 à 38 euros par an. C'est dérisoire.

Les étudiants ont à faire face à l'augmentation des loyers, principalement, mais aussi des frais liés à la scolarité : frais d'inscription, tickets restaurant, cotisation Sécu… comme le rappelle le syndicat étudiant UNEF qui estime à 2 % l'augmentation du coût de la vie étudiante.

La précarité de nombreux étudiants augmente. La plupart dans les milieux populaires sont déjà contraints de chercher un travail à temps à temps partiel ou à temps plein. Ainsi, d'après l'UNEF, durant les sept dernières années, la proportion d'étudiants salariés à plein temps est passée de 18,5 à 29,6 %. C'est-à-dire qu'environ un étudiant sur trois doit travailler 35 heures pour financer ses études… et, le reste du temps, tenter de les réussir !

A. F.

Panique chez les fraudeurs

S'il est difficile pour un salarié de frauder le fisc, bien des bourgeois s'y essaient avec plus ou moins de bonheur. Seulement voilà, la fin annoncée, et annoncée seulement, du secret bancaire en Suisse fait souffler un vent de panique chez ceux qui y ont caché leurs « petites » économies.

Pour tous ceux-là, l'État français sait se montrer bienveillant. Comme Michel Sapin, le ministre des Finances, s'en est vanté récemment, ils ont la possibilité de régulariser leur situation auprès du Trésor public à prix d'ami. Mais, là comme partout, il manque des postes, à tel point que le service chargé traiter ces « déclarations rectificatives » est complètement débordé. D'après *le Canard enchaîné*, ce sont ainsi pas moins de 24 000 personnes qui ont demandé à profiter du dispositif et, sur 6 339 dossiers déjà complets, seuls 1 170 ont pu être traités. À tel point que le service en question en est réduit à demander au reste de l'administration fiscale de lui prêter des agents pour faire face.

L. F.

• Assemblée nationale

Dur d'être une élue ? Et une travailleuse !

Des députées du Parti socialiste, qui faisaient l'objet de remontrances de la part de militants ou d'élus leur reprochant de trop fréquentes absences liées à une maternité, ont découvert une faille dans le règlement du Parlement pour celles qui sont enceintes. La Constitution ne prévoit pas leur remplacement durant le congé maternité. Leur suppléant ou leur suppléante n'a pas le droit d'assurer l'intérim.

Ce fait est révélateur d'une assemblée à dominante masculine écrasante : seules 155 femmes sur 577 députés ont été élues lors des dernières élections législatives de juin 2012. Il montre aussi l'existence, même dans les milieux privilégiés, de pressions qui poussent les femmes à devoir choisir entre maternité et vie professionnelle.

La députée écologiste de l'Essonne Eva Sas, à l'origine de cette dénonciation, se heurte à des frilosités ou à des oppositions franches de la part de divers responsables politiques pour combler le vide juridique entourant le congé maternité des femmes parlementaires.

Mais, plus largement, combien de femmes se heurtent à des difficultés de la part de leur employeur ? Aujourd'hui, avec la crainte de perdre leur emploi, on voit des femmes qui reprennent leur travail avant même la fin de leur congé maternité. Et nombre de travailleuses sont forcées d'arrêter de travailler pour élever leur enfant, faute de place en crèche ou de moyens financiers pour payer une nounou ?

Anne POUCTA

• James Connolly

Août 1914 : un socialiste fidèle à l'internationalisme

À l'été 1914, alors que le monde sombrait dans la barbarie de la guerre mondiale, les militants ouvriers fidèles à l'internationalisme étaient peu nombreux. Nous publions un article de l'un d'entre eux, le dirigeant socialiste irlandais James Connolly.

Connolly était né en 1868, à Édimbourg, dans une famille d'ouvriers immigrés irlandais. Apprenti, soldat, déserteur, il devint socialiste et milita en Écosse, puis en Irlande, aux États-Unis et à nouveau en Irlande à partir de 1911.

En 1913, ce fut, selon l'expression de Lénine, *« la guerre de classes à Dublin »*. Dans cette ville, capitale de l'Irlande sous domination anglaise, vingt mille familles de travailleurs vivaient alors dans une seule pièce. Leurs enfants mendiaient pieds nus dans la rue. La police britannique alliée au patronat irlandais faisait la chasse aux syndicalistes. Mais ces derniers, soutenus par des dizaines de milliers de travailleurs et emmenés par le syndicaliste Jim Larkin et le socialiste James Connolly, se défendirent pied à pied, des mois durant. Lénine espérait que ce combat, qui mobilisait les travailleurs non qualifiés et les femmes, c'est-à-dire les plus exploités des exploités, ferait sortir de son réformisme le mouvement ouvrier britannique, qui organisait essentiellement les ouvriers qualifiés.

En Irlande, pays dominé par l'impérialisme anglais depuis des siècles, les travailleurs étaient en butte à une double oppression, sociale et nationale. Le mouvement ouvrier, dont Connolly était le dirigeant le plus notable, avait donc à exprimer une double révolte, tout en se délimitant en permanence du mouvement nationaliste irlandais. Ses paragraphes sur le patriotisme sont ceux d'un militant ouvrier de pays dominé, qui prend bien soin de distinguer le patriotisme du travailleur de celui du bourgeois.

À la déclaration de guerre, le mouvement ouvrier officiel se rallia à l'Union sacrée derrière la bourgeoisie anglaise. Une grande partie du mouvement nationaliste irlandais accepta de se transformer en recruteur pour l'armée britannique. Connolly et ses camarades tinrent bon. Outre son internationalisme intransigeant et sa dénonciation de la guerre qui, à cent ans de distance, frappent encore le lecteur au plus profond, Connolly trouvait le chemin le plus radical, c'est-à-dire le plus réaliste, celui de l'insurrection.

En 1916, il fut l'un des chefs de l'insurrection de Pâques, à Dublin. Les organisations se battant pour l'émancipation nationale tentèrent alors de profiter de la guerre pour se soulever contre le joug de l'impérialisme anglais. Les insurgés furent battus, au prix de plusieurs centaines de morts et de milliers de blessés. Les chefs, dont Connolly, furent exécutés.

Loin des pacifistes criant à la tentative de putsch, Lénine salua la courageuse tentative de James Connolly et de ses camarades : *« Le malheur des Irlandais est qu'ils se sont insurgés alors que l'insurrection du prolétariat européen n'était pas encore mûre. »* Et, reliant le mouvement de Dublin à d'autres, en Indochine « française », au Cameroun « allemand », il affirmait : *« Ce n'est que par l'expérience acquise au cours de mouvements révolutionnaires isolés (...) que les masses s'instruiront et prépareront l'offensive générale. »*

Paul GALOIS

Ci-dessous la traduction d'un article que James Connolly rédigea pour le journal socialiste écossais *Forward*, au tout début de la guerre, le 15 août 1914.

Une révolution à l'échelle d'un continent

L'éclatement de la guerre sur le continent européen rend impossible cette semaine d'écrire pour *Forward* sur tout autre sujet. Je ne doute pas que pour la plupart de mes lecteurs l'Irlande a cessé d'être, pour parler familièrement, le centre du monde, et que leurs pensées se tournent avec gravité vers un examen de la position du mouvement socialiste européen face à cette crise.

À l'heure où j'écris, à la lumière des développements récents, de telles considérations risquent d'être très loin d'apporter des réflexions satisfaisantes au penseur socialiste. Car quelle est la position du mouvement socialiste en Europe aujourd'hui ? Résumons-la brièvement.

Pendant une génération au moins le mouvement socialiste de tous les pays impliqués maintenant a progressé par sauts et par bonds et, de façon plus satisfaisante encore, par une croissance et un développement lents et continus.

Le nombre de suffrages pour les candidats socialistes a augmenté à une vitesse phénoménale, le nombre d'élus dans toutes les assemblées législatives est devenu de plus en plus un facteur de perturbation pour les calculs gouvernementaux. Journaux, magazines, pamphlets et littérature de toute sorte enseignant les idées socialistes ont été et sont diffusés par millions dans les masses ; en Europe, chaque armée, chaque marine a vu une proportion sans cesse croissante de socialistes parmi ses soldats et marins et l'organisation industrielle de la classe ouvrière a perfectionné son emprise sur la machinerie économique de la société, et l'a rendue de plus en plus réceptive à la conception socialiste de ses devoirs. Dans le même temps, la haine du militarisme s'est répandue dans toutes les couches de la société, recrutant partout, et suscitant l'aversion contre la guerre même chez ceux qui dans d'autres domaines acceptaient l'ordre des choses capitaliste. Les associations antimilitaristes et les campagnes antimilitaristes des associations et partis socialistes, et les résolutions antimilitaristes des conférences internationales socialistes et syndicalistes sont devenues des faits quotidiens et ne sont plus des phénomènes dont on s'étonne. Tout le mouvement ouvrier est impliqué dans le mot d'ordre de guerre à la guerre, impliqué à la hauteur de sa force et de son influence.

Et maintenant, comme le proverbial tonnerre dans un ciel bleu, la guerre est sur nous, et la guerre entre les nations les plus importantes parce que les plus socialistes. Et nous sommes impuissants.

Et qu'advient-il de toutes nos résolutions ; de toutes nos promesses de fraternisation ; de tout le système soigneusement construit d'internationalisme ; de tous nos espoirs pour le futur ? N'étaient-ils tous que bruit et fureur, sans signification ? Quand un artilleur allemand, un socialiste servant dans l'armée allemande d'invasion, envoie un obus dans les rangs de l'armée française, explosant les têtes, déchirant les entrailles et broyant les membres de douzaines de camarades socialistes de cette armée, le fait qu'il ait, avant de partir au front, manifesté contre la guerre a-t-il quelque valeur pour les veuves et les orphelins faits par l'obus qu'il a envoyé lors de sa mission meurtrière ? Ou quand un fusilier français vide son fusil meurtrier dans les rangs de la ligne d'attaque allemande, sera-t-il capable de tirer quelque réconfort de la possibilité que ses balles tuent ou blessent des camarades qui se sont unis dans de tonitruantes ovations à l'éloquent Jaurès, quand celui-ci a plaidé à Berlin pour la solidarité internationale ? Quand un socialiste enrôlé dans l'armée de l'empereur d'Autriche enfonce une longue et cruelle baïonnette dans le ventre d'un conscrit socialiste de l'armée du tsar de Russie, et qu'il la tourne de telle sorte que quand il la retire il entraîne les entrailles, est-ce que cet acte terrible perd de sa monstrueuse cruauté du fait de leur commune adhésion à une propagande antiguerre du temps de la paix ? Quand le soldat socialiste originaire des provinces baltes de la Russie est envoyé en Pologne prussienne bombarder villes et villages jusqu'à ce qu'une traînée de sang et de feu couvre les foyers des Polonais sujets malgré eux de la Prusse, sera-t-il à son tour soulagé à la pensée que le tsar qu'il sert a envoyé d'autres soldats quelques années auparavant porter les mêmes dévastation et meurtre dans ses foyers près de la Baltique, alors qu'il contemple les cadavres de ceux qu'il a massacrés et les foyers qu'il a détruits ?

Mais pourquoi continuer ? N'est-il pas clair comme la vie que nulle insurrection de la classe ouvrière, nulle grève générale, nul soulèvement généralisé de la classe ouvrière européenne n'occasionnerait ou n'entraînerait un plus grand massacre de socialistes que ne le fera leur participation comme soldats aux campagnes des armées de leurs pays respectifs. Chaque obus qui explose au milieu d'un bataillon allemand tuera des socialistes; chaque charge de cavalerie autrichienne laissera sur le sol les corps tordus d'agonie de socialistes serbes ou russes ; chaque navire russe, autrichien ou allemand envoyé par le fond ou explosé jusqu'au ciel signifie chagrin et deuil dans les foyers de camarades socialistes. Si ces hommes doivent mourir, ne vaudrait-il pas mieux qu'ils meurent dans leur pays en combattant pour la liberté de leur classe, et pour l'abolition de la guerre, que d'aller dans des pays étrangers mourir en massacrant et massacré par ses frères pour que puissent vivre des tyrans et des profiteurs ?

ARC

Fraternisation entre Anglais et Allemands à Noël 1914.

On détruit la civilisation sous vos yeux. Les résultats de la propagande, du travail patient et héroïque, du sacrifice de générations de la classe ouvrière sont annihilés par les gueules d'une centaine de canons ; des milliers de camarades avec lesquels nous avons vécu une fraternelle communion sont condamnés à mort ; eux dont l'espoir était de se consacrer à la construction en commun de la parfaite société du futur sont conduits à un massacre fratricide dans des désastres où cet espoir sera enterré sous une mer de sang.

Je n'écris pas dans un esprit de critique chicanière avec mes camarades du continent. Nous savons trop peu ce qui se passe sur le continent, et les événements ont évolué trop vite pour qu'aucun d'entre nous soit en position de critiquer quoi que ce soit. Mais, croyant comme je le fais que serait justifiée toute action qui mettrait un terme au crime colossal qui se perpétue, je me sens obligé d'exprimer l'espoir qu'avant longtemps nous lirons la nouvelle de la paralysie des transports sur le continent, même si cette paralysie nécessite l'érection de barricades socialistes, des actes de révolte de soldats et de marins comme il y en eut en Russie en 1905. Même l'échec d'une tentative de révolution socialiste par la force des armes, succédant à la paralysie de la vie économique du militarisme, serait moins désastreuse pour la cause du socialisme que le fait que des socialistes permettent qu'on les utilise pour le massacre de leurs frères de combat.

Une grande insurrection de la classe ouvrière au niveau du continent arrêterait la guerre ; une protestation universelle dans des meetings n'épargnerait pas à une seule vie un massacre sans raison.

Je ne fais pas la guerre au patriotisme ; je ne l'ai jamais fait. Mais contre le patriotisme du capitalisme – le patriotisme qui fait de l'intérêt de la classe capitaliste la pierre de touche du devoir et du droit – je place le patriotisme de la classe ouvrière, qui juge tout acte public selon ses effets sur le sort de ceux qui produisent. Ce qui est bon pour la classe ouvrière, je le considère comme patriotique, mais le parti ou le mouvement qui œuvre avec le plus de succès pour la conquête par la classe ouvrière du contrôle des destinées du pays dans lequel elle travaille, est la plus parfaite incarnation de ce patriotisme.

Pour moi, par conséquent, le socialiste d'un autre pays est un patriote ami, de même que le capitaliste de mon propre pays est un ennemi naturel. Je considère que chaque nation est propriétaire d'une certaine contribution à la richesse commune de la civilisation, et je considère la classe capitaliste comme l'ennemi logique et naturel de la culture nationale qui constitue cette contribution particulière.

Par conséquent, plus mon affection pour la tradition nationale, la littérature, le langage, les solidarités nationales est forte, plus je suis enraciné dans mon opposition à cette classe capitaliste, qui dans son goût sans âme pour le pouvoir et l'or, broierait les nations comme dans un mortier.

Raisonnant à partir de tels prémisses, cette guerre m'apparaît comme le crime le plus effrayant de tous les siècles. La classe ouvrière doit être sacrifiée pour qu'une petite clique de dirigeants et de fabricants d'armes puissent assouvir leur goût du pouvoir et leur avidité pour la richesse. Les nations doivent d'être effacées, le progrès arrêté, et les haines internationales érigées en divinités à vénérer.

• Commémoration du débarquement de Provence en août 1944

Hollande et le sang des Africains

François Hollande a tenu à commémorer avec éclat le soixante-dixième anniversaire du débarquement des troupes alliées en Provence, le 15 août 1944. Ce n'est pas tant qu'il s'agisse cette année d'un chiffre rond, mais l'exaltation de l'unité nationale a toujours tenu lieu de discours aux politiciens qui n'avaient rien d'autre à proposer aux travailleurs que de se serrer la ceinture.

Sur les 250 000 hommes débarqués par l'armée française, la moitié étaient des « indigènes », c'est-à-dire des natifs des nombreuses colonies de l'impérialisme français, particulièrement de ses colonies d'Afrique du Nord et d'Afrique noire. Hollande a rappelé dans son discours qu'ils *« n'étaient pas tous volontaires »*. Doux euphémisme. Privés de tout droit, sauf celui de crever de faim et se faire exploiter, les colonisés étaient de plus tenus de s'engager dans l'armée pour défendre la « mère patrie ».

Les volontaires étaient poussés par la faim et la misère, les autres étaient purement et simplement emmenés de force. Tous étaient bons pour servir de chair à canon et envoyés en première ligne. Le mépris de l'État français pour les troupes indigènes s'est poursuivi après la guerre puisque, à ce jour encore, les derniers survivants ne touchent pas les mêmes pensions que leurs camarades français. Et encore a-t-il fallu des dizaines d'années pour que l'État reconnaisse le problème.

En août 1944, comme Hollande le rappelle également dans son discours, ces troupes servaient surtout à défendre les intérêts de la France... auprès des alliés américain et britannique. Il s'agissait de montrer ses capacités militaires afin d'être présent, dixit Hollande, *« au banquet des grandes puissances »*, c'est-à-dire de conserver à l'impérialisme français ses précieuses colonies. La « guerre du droit », le drapeau « des droits universels » dont a parlé Hollande le 15 août n'incluaient pas les droits les plus élémentaires pour les colonisés.

D'après Hollande, la participation des soldats coloniaux aux combats de la Deuxième Guerre mondiale a tissé un *« lien de sang »* entre la France et l'Afrique. Un lien inauguré avec la traite négrière, poursuivi avec la colonisation puis l'enrôlement des troupes coloniales, continué par les guerres de décolonisation et illustré de nos jours par la mise en coupe réglée des anciennes colonies, assurée par la présence permanente de l'armée française en Afrique et ses expéditions régulières.

Un lien de sang, en effet : Hollande sait choisir ses expressions.

Paul GALOIS

• Août 1944, la police s'enferme à la préfecture

Tous unis pour maintenir en place l'appareil d'État répressif

La presse, les radios, la télévision ont célébré le « soulèvement » de la police parisienne, le 19 août 1944, « contre l'occupant ». Si cet épisode est bien révélateur de quelque chose, c'est de la mystification qui s'opéra alors autour de ce qu'on appela et qu'on continue d'appeler la « libération », où gaullistes et direction du PCF tous unis agirent pour... remettre sur pied l'appareil d'État qui avait sévi contre la population durant quatre ans.

Les troupes américaines avaient débarqué depuis plus de deux mois en Normandie, l'armée allemande avait entrepris un repli général, ce qui avait rendu possible un deuxième débarquement, en Provence, le 15 août. La fin du régime dictatorial de Vichy, mis en place par la Chambre de Front populaire, n'était plus qu'une question de jours ou au plus de semaines. La population qui avait souffert de ce régime pendant quatre ans, en même temps que l'occupation, l'exécrait. La déconfiture du régime et de l'appareil d'État qui l'avait servi risquait de créer une situation politique et sociale dangereuse pour la bourgeoisie. Il fallait donc agir.

Et c'est ainsi que, pour lui redonner une crédibilité de « résistant », fut mis sur pied le scénario de la révolte de la police parisienne, qui démarra le lendemain de ce qui fut pompeusement appelé « l'insurrection parisienne, contre l'occupant ». Le tout fut mis au point en liaison avec le dirigeant du PCF Rol-Tanguy, qui dirigeait l'appareil de la Résistance sur Paris. Pour l'essentiel, cela se traduisit par le retranchement de quelques milliers de policiers au sein de l'immeuble de la préfecture dans l'île de la Cité. Le 24 août, la veille de son arrivée à Paris avec sa division, le général Leclerc leur envoya d'ailleurs le message suivant : *« Tenez bon, nous arrivons. »*

Et ainsi, cette même police qui depuis 1939 et pendant les années qui suivirent s'était illustrée, avec la dernière violence, par la chasse aux communistes, puis plus tard par la chasse aux Juifs et à tous ceux qui pouvaient contester le régime, n'hésitant pas à utiliser la torture et à commettre des assassinats, devint par enchantement « la police qui osa défié l'occupant ». De Gaulle d'ailleurs lui décerna dès octobre 1944 la Légion d'honneur et déclara : *« Bravant l'occupant... déclenchant la lutte dès le 19 août, les courageux gardiens de la police parisienne ont donné à la nation un bel exemple de patriotisme et de solidarité, qui fut l'un des premiers facteurs du succès des combats pour la libération de la capitale. »*

Bundesarchiv

La police parisienne lors d'une rafle de Juifs à Paris, le 20 août 1941.

Cette réhabilitation de la police parisienne faisait partie de l'ensemble de l'opération voulue, avec la Résistance, la création du CNR, le Conseil national de la Résistance. Tout cela visait à maintenir en place l'ancien appareil d'État, dont la bourgeoisie avait besoin pour assurer sa domination au sortir de la guerre. C'est en particulier pour cette tâche que de Gaulle avait passé alliance avec les dirigeants du PCF et les avait déjà intégrés des mois à l'avance dans son Gouvernement provisoire. Et c'est ainsi que la même police, les mêmes gendarmes, les mêmes juges, les mêmes hauts fonctionnaires, après un bref intermède, purent sans problème relancer leur travail de répression, tout particulièrement contre les populations des pays colonisés qui se dressèrent contre l'impérialisme français.

Paul SOREL

• Cercle Léon Trotsky

Vendredi 19 septembre 2014

à 20 h 30

Grande salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor – Paris Ve - Métro Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 3 euros

1914-1918 : la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions officielles du mouvement ouvrier.

• Maroc

Inégalités sociales et attaques contre les travailleurs

Mohammed VI, roi du Maroc, a célébré le 30 juillet la « fête du trône », date anniversaire de son accession à la tête de cette monarchie constitutionnelle. Il célébrait aussi la quinzième année de son règne. Dans son discours, il a fait mine de découvrir qu'une forte inégalité sociale entre les Marocains persistait, évoquant même la nécessité de faire un « examen de conscience ».

Pendant que la population de ce pays de plus de 32 millions d'habitants, dont 28 % ont moins de 15 ans, est invitée à patienter, le roi, lui, n'a pas attendu pour s'enrichir. Selon le magazine américain *Forbes*, Mohammed VI est le plus riche roi d'Afrique, avec deux milliards de dollars de fortune personnelle. Sa famille est actionnaire majoritaire de la SNI, une holding d'investissement marocaine privée créée en 1966, contrôlée par la famille royale à travers une autre holding appelée Copropar. La SNI s'étend à des domaines aussi variés que l'agroalimentaire, la distribution, le secteur minier, l'énergie et les télécoms, le secteur bancaire. Le « roi des pauvres », comme il a longtemps été surnommé, est devenu l'homme d'affaires le plus puissant du pays.

Dans le même temps et selon les rapports du haut-commissariat au Plan marocain lui-même, 14 % de la population marocaine reste pauvre et 17 % court un grand risque de le devenir. Les logements manquent cruellement, les transports en commun sont saturés et vétustes, l'électrification n'a toujours pas atteint tout le territoire. L'analphabétisme touche encore plus de deux personnes sur cinq âgées de plus de 15 ans. Moins de la moitié des adultes en âge de travailler ont un emploi.

Sous prétexte de réduire les déficits publics, les attaques contre les classes populaires se multiplient. En juin dernier, le gouvernement a présenté un projet de réforme des retraites des fonctionnaires. Il prévoit entre autres un allongement progressif de l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 65 ans, sur la base d'un semestre supplémentaire par année, ainsi qu'une augmentation des cotisations, qui passeraient de 10 à 14 % du revenu mensuel. Le gouvernement compte aussi s'attaquer au système de subvention des produits de grande consommation comme la farine, le sucre ou l'essence, en envisageant la libéralisation du prix de l'essence.

Dans le cadre d'un discours bien rodé, du haut de ses milliards, le roi Mohammed VI fait semblant de poser la question de la répartition des richesses. Mais la population pauvre du pays aura à lutter pour la poser directement.

Malika FARÈS

Mort d'un militant en grève de la faim

Mustapha Meziani, militant d'extrême gauche appartenant au Mouvement du 20 février, un mouvement de contestation apparu au Maroc en 2011, lors du Printemps arabe, est mort après 72 jours de grève de la faim.

Les activités syndicales et politiques de cet étudiant, ainsi que sa présence dans un affrontement entre des islamistes et des militants d'extrême gauche, qui avait fait un mort du côté des islamistes, lui avaient valu d'être exclu de l'université de Fès et d'être arrêté par la police. Il avait entamé une grève de la faim pour réclamer sa libération ainsi que pour protester contre l'absence de procès et le refus de l'université de le réintégrer.

Les autorités marocaines ont choisi de laisser mourir ce militant, malgré leur nouvelle Constitution de 2011, présentée comme un assouplissement du régime en réponse au mouvement de contestation de février. Depuis plusieurs mois, le régime s'attaque à bien d'autres militants, appartenant aux partis ou mouvements de gauche et d'extrême gauche, à diverses associations de la société civile, ou encore à des syndicalistes ayant mené des grèves, les condamnant à de fortes amendes, à des peines de prison ferme. La militante d'extrême gauche Wafae Charaf, elle aussi impliquée dans le Mouvement du 20 février, vient d'écoper d'un an de prison ferme pour accusations calomnieuses. Elle avait osé porter plainte contre des policiers pour enlèvement et sévices subis après une manifestation ouvrière à laquelle elle avait pris part.

Le roi Mohammed VI soigne sa popularité en se rendant dans les quartiers populaires pour en rencontrer les habitants, voire en distribuant un peu d'argent. Mais, dans le même temps, son gouvernement réprime toute contestation.

V. L.

• L'épidémie de fièvre Ebola

À la mesure des ravages subis par l'Afrique

Au matin du 19 août, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) annonçait 2 240 cas et 1 229 morts pour l'épidémie de fièvre Ebola qui frappe l'Afrique de l'Ouest. Mais, comme le souligne elle-même l'OMS, il s'agit là de chiffres très largement sous-estimés.

En effet, sur le terrain, tous les malades sont loin d'avoir accès à un quelconque service médical. Quant aux équipes médicales, elles sont loin de pouvoir accéder à tous les villages en raison de leur nombre insuffisant et de l'état de délabrement, entre autres, des moyens de communication, des pays concernés.

« *La situation se détériore plus vite que notre capacité à y faire face* », déclarait une responsable de Médecins sans frontières à son retour d'Afrique de l'Ouest, ajoutant : « *Nous avons une totale défaillance des infrastructures. Si on ne stabilise pas la situation au Liberia, on ne stabilisera jamais la région. Et il ne s'agit là que de la partie émergée de l'iceberg.* » Les ravages de l'épidémie, comme l'état des traitement, sont à la mesure de la pauvreté du continent.

Le virus Ebola n'est pas nouveau, il a été identifié en 1976. On sait depuis qu'il provoque une fièvre hémorragique mortelle. Comme il s'agit d'une maladie très contagieuse, par simple contact, et contre laquelle il n'existe ni traitement ni vaccin, la seule mesure à laquelle on en est réduit pour tenter de maîtriser l'épidémie est la mise en quarantaine des malades, dès lors qu'ils sont repérés et à condition qu'ils l'aient été. Et sinon, la mise en quarantaine de villages entiers, voire de contrées et même, comme c'est aujourd'hui le cas pour le Liberia, de pays entiers.

Certes, il ne suffit pas que des équipes de recherche se mettent au travail pour trouver. C'est ainsi que le vaccin contre le sida n'est encore pas sur le marché. Mais les multinationales de l'industrie pharmaceutique se sont toutes lancées dans la recherche de traitements contre le sida et elles ont fini par trouver des médicaments permettant aux malades de survivre et à leurs actionnaires de bien vivre. C'est qu'il s'agissait d'un marché solvable, ne serait-ce qu'aux États-Unis et en Europe. Le virus Ebola, pourtant découvert avant celui du sida, lui, ne les a guère intéressées. Il ne laissait guère envisager de retour sur investissements.

Sophie GARGAN

• La pauvreté dans le monde

Fruit du capitalisme

Environ 1,2 milliard d'humains dans le monde vivent avec moins de 1,25 dollar par jour. Plus de 2,2 milliards sont pauvres, reconnaît le dernier rapport du Programme des Nations unies pour le développement, une émanation de l'ONU. Et cette situation ne va pas aller en s'améliorant.

Comme causes de l'aggravation, le rapport désigne la hausse des prix des produits alimentaires et les conflits violents, soit deux conséquences directes du fonctionnement tristement normal du capitalisme mondial.

Le rapport prétend qu'assurer une protection sociale aux plus démunis ne coûterait pas bien cher, à condition que les États des pays pauvres distribuent réellement les quelques miettes concédées par les généreux donateurs internationaux. Quelle hypocrisie ! Ce ne sont pas à des philanthropes que les peuples des pays sous-développés ont à faire, mais à des dictatures ou à des bandes armées qui écrèment les miettes laissées par le pillage impérialiste.

L'objectif du millénaire, que l'ONU définissait en 2000, engageait cette organisation internationale à réduire de moitié l'extrême pauvreté dans le monde d'ici 2015.

Il n'en est évidemment plus question aujourd'hui. La détresse de milliards d'êtres humains est toujours là. Et comment s'en étonner, dans un monde où l'enrichissement d'une minorité de parasites est le produit de l'appauvrissement du plus grand nombre ?

Alain CHEVARD

• **Israël**

Manifestation à Tel-Aviv

« Pour une paix juste et la fin de l'intervention »

La plus importante manifestation contre l'intervention militaire de l'armée à Gaza et la politique du gouvernement Netanyahou s'est tenue samedi 16 août à Tel-Aviv.

10 000 manifestants se sont rassemblés place Yitzhak-Rabin, du nom du Premier ministre assassiné en 1995 par un militant d'extrême droite. Les manifestants répondaient à l'appel du Meretz, opposition de gauche, la Paix maintenant, organisation pacifiste qui milite depuis des années contre la politique guerrière des gouvernements, et du parti communiste Hadash, et parmi les intervenants les plus connus on remarquait l'écrivain David Grossman

Cela a représenté un tournant, car jusqu'alors les manifestants antiguerre avaient déploré le refus de Meretz et de la Paix maintenant de se joindre aux manifestations antiguerre précédentes.

Les pancartes et slogans des manifestants déclaraient : *« Si on ne fait pas la paix, la guerre arrive »*, *« Changeons de direction : allons vers la paix, repoussons la guerre »*, ou encore *« Bibi* (Netanyahou) *go home »*. Tous ont réclamé *« la fin de l'intervention militaire et l'ouverture de vraies négociations »*.

Dans le contexte de la propagande guerrière effrénée du gouvernement, du chantage à la disparation d'Israël, de l'arrogance de plus en plus affichée de l'extrême droite et de tout ce que le pays peut compter comme forces réactionnaires et ultranationalistes, cette démonstration est un incontestable succès et a été ressentie comme telle en Israël.

Oui, il est réconfortant qu'il n'y ait pas que la seule voix du gouvernement, de sa politique d'agression, qui s'exprime en Israël. Et d'ailleurs, pour sortir de l'impasse tragique dans laquelle tant le peuple palestinien que le peuple israélien sont plongés, il faudra bien que les forces vives des deux peuples, leurs exploités, trouvent le chemin d'un combat commun pour arriver enfin à coexister librement dans leurs États respectifs, débarrassés de l'exploitation et de l'oppression.

Paul SOREL

L'extrême droite s'oppose à un mariage mixte

Dimanche 17 août, Mohamad Mansour et Moral Malka se mariaient à Rishon Lezion, au sud de Tel-Aviv. Mais, comme Mohamad est musulman et Moral de famille juive, convertie à l'islam, et qu'ils avaient innocemment publié les bans sur Facebook, l'extrême droite informée a organisé un rassemblement. Malgré l'intervention de l'avocat de la famille, ce rassemblement a été autorisé et s'est tenu sur un parking à 200 mètres du mariage. *« Mort aux Arabes »*, *« Que votre village brûle »*, ont pu crier les autoproclamés *« défenseurs d'Israël »* en essayant de perturber la noce.

L'organisation à l'origine de ce rassemblement s'appelle Lehava, acronyme de *« empêcher l'assimilation en Terre Sainte »*, elle entend se battre pour que *« le peuple juif reste intact »*, et veut se donner les moyens d'empêcher que de jeunes femmes juives *« tombent entre les mains arabes »*. Il arrive que ses militants sillonnent les plages de Tel-Aviv, faisant la morale aux jeunes femmes, les menaçant en leur « conseillant » d'éviter de succomber aux charmes de jeunes Arabes. Le porte-parole de Lehava, Benzi Gofshtein, a accusé la jeune mariée *« d'épouser l'ennemi, alors qu'Israël est en guerre »*. Lui-même s'était fait connaître y a quelque temps en réussissant à lancer un « débat national » après avoir révélé que le fils du Premier ministre, Yahir Netanyahou, fréquentait une Norvégienne, non juive… Scandale dans l'opinion ultranationaliste !

Le président de la République, Reuven Rivlin, s'est senti obligé de condamner le rassemblement raciste et le ministre de la Santé est venu sur place rencontrer les mariés. C'est pourtant la politique guerrière, le déferlement de nationalisme et de militarisme du gouvernement et des médias qui nourrissent et encouragent une extrême droite ouvertement raciste qui se sent de plus en plus autorisée, non seulement à pourrir la vie, mais même à menacer ouvertement les Israéliens, qu'ils soient arabes ou même juifs, s'ils ne se fondent pas totalement dans le moule ultranationaliste.

Antoine FERRER

« Halte à l'occupation israélienne et à l'apartheid à Gaza »

DR

• **Égalité des sexes**

La Cour de justice européenne contre les femmes

D'après la Cour de justice de l'Union européenne, les femmes françaises seraient favorisées en matière d'accès à la retraite dans la fonction publique, sélection discriminatoire envers… les hommes.

Il s'agit de la possibilité pour les femmes de partir en retraite anticipée plus tôt que les hommes. Actuellement, la bonification d'ancienneté dépend du nombre d'enfant nés ou adoptés avant 2004. Une des conditions pour en bénéficier est d'avoir interrompu son activité au moins deux mois pour élever chaque enfant : or ces deux mois sont toujours couverts par le congé maternité, que les hommes n'ont pas. Les autres types de congés, congé paternité, congé parental, etc., sont facultatifs et souvent moins intéressants financièrement !

Qu'à cela ne tienne, pourrait-on se dire, il suffit de donner aux hommes les mêmes droits que ceux dont disposent aujourd'hui les femmes. Ce n'est pas dans cette voie que s'oriente la Cour de justice de l'Union européenne, qui préconise plutôt de réduire les avantages dont les femmes bénéficient.

En 2011, cette même Cour de justice avait, toujours au nom de l'égalité des sexes, interdit aux compagnies d'assurance automobile de faire des tarifs préférentiels aux femmes, alors que celles-ci causent moins d'accidents que les hommes et que leurs revenus sont en moyenne plus faibles.

Mais la Cour de justice européenne n'est pas la seule à s'être attaquée aux droits des femmes. Le 9 mai 2001, le Parlement français, à majorité de gauche, a levé les restrictions qui les protégeaient du travail de nuit... au nom de l'égalité.

Si égalité il y a, elle est dans les décisions machistes des dirigeants français et européens.

Félix TALON

• **Grèce**

Sortie de crise ? Pour qui ?

La Commission européenne prévoit que la Grèce doit renouer avec la croissance en 2014, sous prétexte que le PIB aurait moins reculé qu'il y a un an. Mais, depuis 2010, les mesures drastiques imposées à la Grèce par l'Union européenne et le FMI, au bénéfice de ses créanciers et des capitalistes convoitant tout ce qui peut être rentable, ont provoqué un recul monstrueux des conditions de vie. Tous les trois mois, les prêts accordés au pays sont conditionnés à de nouvelles attaques.

Entre 2010 et 2013, le pourcentage des Grecs vivant en dessous du seuil de pauvreté est ainsi passé de 27,6 % à 34,6 %, soit presque 3 800 000 personnes. Le chômage frappe 27 % de la population active et, surtout, plus de 50 % des jeunes de 15 à 24 ans. Quant aux retraités, plus d'un million d'entre eux survivent avec moins de 500 euros par mois. Le salaire minimum, lui, gelé jusqu'en 2016 à 580 euros brut par mois et à 511 euros pour les moins de 25 ans, est une référence de plus en plus fictive.

Dans le secteur privé, les derniers chiffres fournis par IKA, la principale caisse d'assurances sociales, montrent qu'entre 2009 et 2013 le salaire moyen net est passé de 1014 euros à 817 euros par mois, soit une baisse de 20 %. Mais ce n'est qu'une moyenne : en 2013, quatre salariés sur dix ont touché moins de 630 euros net par mois. Et encore faut-il être payé : de nombreux salariés ne le sont qu'avec un ou plusieurs mois de retard.

Alors, quand la Commission européenne parle de sortie du tunnel, cela ne concerne que les banques ou quelques grands groupes grecs ou étrangers, bénéficiaires d'une politique qui a plongé la population dans la misère.

Pierre MERLET

• Hôpital Beaujon
Clichy – (Hauts-de-Seine)

Un mal chronique

Chaque année, la période des congés d'été est marquée par des fermetures de lits et de consultations dans les hôpitaux de l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris). Une partie de la population parisienne prenant la route des vacances, cela peut sembler logique, mais ces fermetures de lits correspondent plus aux conséquences d'un manque chronique de personnel, aggravé par la période des congés annuels.

LO

D'ailleurs dans certains services, comme celui d'orthopédie, la fermeture de lits a été anticipée cette année et des patients programmés ont vu leur séjour ajourné. Dans d'autres services, l'effectif est calculé au plus juste, voire en dessous du raisonnable, si bien qu'un arrêt maladie inopiné devient une catastrophe pour le personnel présent.

Les journées de travail se rallongent. Des infirmières ou des aides-soignantes pensant être libres après leur service se voient obligées de rester deux, voire quatre heures, en attendant une relève qui sera prise dans un autre service. Parfois certains agents se retrouvent à travailler dans deux services le même jour, voire doivent dépanner quelques heures dans un service et retourner dans le leur après. Certains cadres n'hésitent pas à demander au personnel de doubler leur journée au pied levé.

Pourtant il ne manque ni d'aides-soignantes ni d'infirmières sur le marché du travail. Mais embaucher à la hauteur des besoins n'est pas ce que veut la direction de l'AP-HP. Son objectif est d'économiser 720 millions d'euros pour un retour à l'équilibre des comptes en 2016. Alors, sa politique est d'embaucher de plus en plus de précaires. Dans certains services, la moitié des aides-soignants sont en CDD et dernièrement un nouveau type de contrat est né : un CDD pour aide-soignant vacataire, l'aide-soignant pouvant travailler entre 5 jours ou 17 jours selon les mois, avec une paie en rapport !

Le slogan des manifestations du personnel de la santé : *« À l'intérieur y'a trop de travail, à l'extérieur y'a trop de chômeurs, embauchez, embauchez les chômeurs »* est plus que jamais d'actualité.

Correspondant LO

Ouvriers maltraités

L'AP-HP a décidé d'installer à l'hôpital Beaujon un TEP scan (un scanner spécialisé) dans le cadre d'un groupement de coopération sanitaire où l'AP-HP est associée à 50 % avec un groupe privé. Les pourparlers avec l'Agence régionale de santé et la constitution de ce groupement de coopération sanitaire se sont déroulés fin 2013 dans le plus grand secret. Ce n'est qu'en juin 2014 qu'un comité d'hygiène sécurité et de conditions de travail a eu lieu à l'initiative des syndicats de l'hôpital.

Si le TEP scan représente une avancée technologique dans le domaine du diagnostic et du suivi médical, notamment en cancérologie, les conditions de travail sur le chantier d'implantation du TEP scan de l'hôpital Beaujon étaient proches de la maltraitance.

Alors que le chantier était en cours depuis début juillet, ce n'est que la veille de la visite du chantier demandée par les syndicats de l'hôpital, c'est-à-dire le 31 juillet, qu'un lieu de vie fut aménagé pour les entreprises intervenantes. Et quel lieu de vie ! Des vestiaires brinquebalants sans cadenas et en nombre insuffisant, dans un espace dépourvu de sièges et sale, des douches inutilisées depuis des mois et elles aussi sales. Quant au réfectoire, seule l'étiquette sur la porte en portait le nom. C'était un réduit sans aération dans le couloir du vestiaire central de l'hôpital où passent tous les conduits. L'indécence est allée jusqu'à installer un four à micro-ondes dans ce local dépourvu de prises électriques. La direction de l'hôpital présente à la visite ne fit aucun commentaire.

Voici comment au XXIe siècle, dans un hôpital de l'AP-HP qui se vante d'être le premier CHU d'Europe proposant des traitements de pointe dans l'ensemble des disciplines médicales, sont traités les travailleurs qui installent les innovations technologiques. Une honte !

Correspondant LO

• Centre financier – La Poste – Bordeaux

Quand La Banque Postale essaie de faire travailler les directeurs

En 2013, La Banque Postale a réorganisé les services Crédit du Sud-Ouest : les 30 emplois répartis sur Bordeaux, Toulouse et Limoges étaient remplacés par 23 emplois localisés à Bordeaux. Soit sept emplois supprimés, alors que la direction affichait son ambition « *d'augmenter l'activité de 40 % d'ici 2015* », et bien sûr tout en améliorant « *les délais et le service rendu* ».

Malgré toute la dématérialisation et l'informatique possibles, le trafic est, comme il fallait s'y attendre, impossible à passer. Ce qui génère appels téléphoniques des clients, stress et situations conflictuelles en surnombre. Du coup, la direction a inventé des dossiers simplifiés censés être plus rapides à traiter. Elle a même raccourci le circuit de traitement dans certains cas, quitte à multiplier les risques d'erreurs. Et, comme tout cela ne suffisait pas, ce sont tous les cadres de la filière Crédit, y compris la directrice de la filière et la directrice du Centre financier de Bordeaux, qui ont été mobilisés pour instruire les dossiers, mais en se réservant les plus faciles !

Une mobilisation surtout pour la galerie car, faisant sans doute le constat de l'insuffisante productivité de la hiérarchie, La Poste a fini par promettre quatre emplois de plus d'ici 2015. Le compte n'y est toujours pas, puisque cela fait toujours trois emplois de moins qu'en 2013.

La direction nationale donne des objectifs de développement du Crédit, mais elle compte que cela se fasse avec des emplois en moins. La Banque Postale, une banque soi-disant pas comme les autres, mais comme les autres quand même : pour faire du profit, c'est toujours sur le dos du personnel.

Correspondant LO

• La Poste – Toulouse

La Poste distribue… les mauvais coups

Cela fait des années que la direction du Courrier enchaîne les plans de réorganisation qui, depuis « Facteur d'avenir », cachent derrière des noms grandiloquents la recherche de la rentabilité maximum, en réduisant le nombre d'emplois et en rallongeant sans cesse les tournées des facteurs.

Tout cela a considérablement détérioré les conditions de travail des postiers. Les arrêts maladie et les accidents de travail se multiplient, sans parler du stress. À Toulouse, comme sans doute ailleurs, la direction se paie même le culot d'afficher dans les locaux des listes détaillées des sanctions et avertissements de toutes sortes qu'elle prend contre les facteurs, manière d'exercer une pression de plus. Son argument de « la baisse du volume du courrier » a beau avoir été mille fois répété, ça ne le rend pas plus vrai pour autant, car chaque facteur vérifie tous les jours qu'il est de plus en plus dur de boucler la tournée dans les temps.

Sans doute trop sûre d'elle, la direction voulait, sur trois centres de distribution toulousains, mettre en place cet été un nouveau dispositif, baptisé Distri Sun. Il visait ni plus ni moins à faire faire le travail des facteurs en congés par leurs collègues, s'évitant ainsi les embauches d'été.

Une menace de grève à l'appel de la CGT, de SUD et de FO l'a obligée à remiser pour l'instant son projet. Pour autant, en pleine période de congés, elle revient à la charge pour que les facteurs « se débrouillent entre eux » dans les équipes. Bref, une porte étant provisoirement fermée, elle passe par la fenêtre. Elle a d'ailleurs annoncé aux syndicats que le dispositif serait de nouveau soumis à négociation à la rentrée. Autant dire que les postiers n'en ont pas fini avec les mauvais coups.

En usant et abusant de pressions et intimidations de toutes sortes, la direction de La Poste pourrait bien faire que le mécontentement finisse par se transformer en colère contagieuse, ce qu'elle n'aurait pas volé !

Correspondant LO

• Josselin (Morbihan)

Les 1 000 salariés de l'abattoir GAD inquiets pour leur emploi

Après ceux de Lampaul-Guimiliau dans le Finistère, c'est au tour de nombre des 1 000 salariés du site de l'abattoir de porcs de Josselin dans le Morbihan d'être menacés de perdre leur emploi.

Après avoir reçu, le 19 août, une délégation de représentants syndicaux CFDT de GAD, Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, a confirmé qu'à sa connaissance le groupe Intermarché allait bien se porter candidat à la reprise du site. Mais il n'a rien garanti aux salariés. Que la Société vitréenne d'abattage Jean Rozé, filiale du groupe Intermarché, était intéressée par le rachat de l'abattoir de Josselin, son PDG l'avait déjà dit. La SVA dispose d'un abattoir à La Guerche-de-Bretagne en Ille-et-Vilaine, où sont abattus 23 000 porcs par semaine, un niveau d'activité du même ordre que l'abattoir de Josselin. Le rachat de Josselin lui permettrait de se renforcer dans ce secteur, où elle emploie déjà 3 500 salariés. Avec un chiffre d'affaires de 1,5 milliard d'euros, Intermarché est l'un des principaux opérateurs du marché français de la viande. Mais jusqu'à présent le groupe s'est bien gardé de s'engager à maintenir les effectifs du site de Josselin.

Le ministre a bien pris soin d'être tout aussi vague : « *L'objectif c'est le maximum d'emplois, je n'ai pas de chiffres précis. Notre objectif commun, c'est la pérennité du site.* » C'est que, pour Le Foll comme pour les groupes qui se disputent le site de Josselin, « *il faut que tout ça rentre dans le cadre d'un modèle économique qui soit viable à court terme et à moyen terme* ». « *Ce n'est pas nous qui négocions directement* », a-t-il ajouté, pour confirmer que les capitalistes sont libres de faire ce qu'ils veulent en matière d'emploi.

Bien sûr, Le Foll s'est dit « *relativement optimiste* ». Mais que peuvent en attendre les salariés ? Son optimisme aujourd'hui vaudra-t-il mieux que celui affiché hier ? Les travailleurs ont bien des raisons d'en douter. Rappelons en effet que déjà en octobre 2013, lorsque GAD avait été placé en redressement judiciaire après la fermeture de l'abattoir de Lampaul-Guimiliau et le licenciement de ses 900 salariés, les belles paroles n'avaient pas manqué. Tous expliquaient en haut lieu que le site finistérien n'était sacrifié que pour mieux garantir le développement du site de Josselin. Et les représentants ministériels n'étaient pas peu fiers du plan de redressement concocté avec les représentants de la Cecab, le groupe agroalimentaire leader des conserves de légumes et deuxième producteur de légumes surgelés, dont GAD SAS est la filiale porcine. En quatre ans, 35 millions d'euros d'investissements devaient être consacrés à l'essor du site de Josselin.

Mais voilà, depuis octobre, la Cecab a changé son fusil d'épaule. Elle a réalisé 1,9 milliard d'euros de chiffres d'affaires en 2013. Mais elle estime que sa branche porcine compromet sa rentabilité. Alors, finis les discours rassurants. Plus question pour elle de garder l'abattoir de Josselin et de continuer à y consacrer de l'argent, même au jour le jour. En décidant de sortir du plan de redressement d'octobre et en confiant au tribunal de commerce de Rennes le soin de mettre en œuvre la liquidation de GAD Josselin, la Cecab tire le rideau. Et ministres et tribunaux prennent acte.

Ce qui se profile pour les salariés de Josselin, c'est soit la liquidation immédiate, soit la liquidation avec poursuite d'activités pendant deux mois en cas d'offre de reprise. Dans l'attente des marchandages entre GAD et SVA devant le tribunal, l'activité du site de Josselin est déjà réduite. Elle est tombée de 30 000 porcs abattus par semaine à 24 000. Et déjà de nombreux intérimaires sont remerciés ou en passe de l'être. Alors, la seule issue qui reste pour les salariés, qu'ils soient en CDI, en CDD ou en intérim, c'est de se faire entendre.

Correspondant LO

DR

• Simpa – Vendeuvre-sur-Barse (Aube)

Redressement judiciaire et chantage à l'emploi

Simpa à Vendeuvre-sur-Barse, Escao à Lusigny-sur-Barse et Arbat à Torcy-le-Grand, les trois entreprises auboises réunies dans le groupe Simpa de menuiserie industrielle, viennent d'être mis en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Troyes, avec une période d'observation de six mois. Cela concerne 450 salariés.

L'entreprise Simpa avait déjà annoncé être en difficulté il y a deux ans. Le conseil général avait alors acheté les locaux, et fait depuis payer un loyer à l'entreprise. Bien qu'il y ait aujourd'hui des commandes, le patron annonce subitement un passif de 23 millions.

Le 23 juillet, le jour où se sont tenus les trois comités d'entreprise, les travailleurs se sont rassemblés en nombre devant la mairie de Vendeuvre-sur-Barse, siège du groupe. Ils se sont à nouveau mobilisés le 29 juillet en venant à Troyes pour manifester leur inquiétude, alors que l'affaire était jugée au tribunal de commerce.

Le groupe Simpa réclame que l'État débloque trois millions d'euros pour sauver… ce qu'il voudra bien sauver, car bien entendu il est question de restructuration et donc de nouvelles suppressions d'emplois.

Le patron compte toujours sur l'argent public pour obtenir des aides, laissant à l'organisme de garantie des salaires le soin de les verser aux ouvriers et faisant peser la menace du chômage dans les mois à venir. Un drôle de cadeau pour les congés, à moins que ce planning n'ait été étudié pour…

Correspondant LO

• Renault Cléon (Seine-Maritime)

La Sécu régionale interpelle la direction

En neuf mois, deux ouvriers de l'usine de Renault Cléon se sont suicidés à l'usine. Suite à ces drames, la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (Carsat) de Normandie donne six mois à Renault pour mettre en place un plan d'action contre les risques psychosociaux, sous peine de voir le taux de cotisation accident de travail augmenter de 25 % dans un premier temps, voire jusqu'à 200 % dans un deuxième temps.

Ces deux suicides ont eu lieu au sein même de l'usine. Le premier travailleur avait laissé une lettre accusant clairement la direction de pressions. Le second avait attenté à sa vie suite à un refus de la direction de le maintenir en équipe de nuit, lui faisant perdre les avantages financiers attachés à ce travail. Pour ce camarade, l'enquête se prolonge. Dans le cas du premier, aussi bien le CHSCT que l'inspecteur du travail, et même l'expert désigné par la direction, avaient conclu que les conditions dans lesquelles ce camarade s'était trouvé au boulot étaient responsables de son acte désespéré.

La direction assure qu'elle a pris des dispositions pour que de telles situations ne se renouvellent pas et donne pour preuve l'organisation de soi-disant « groupes d'expression » de salariés et, mieux encore, elle développe des moments de « convivialité » en apportant des croissants le matin… Autant dire qu'avec de telles mesures ni les pressions permanentes que subissent les travailleurs ni le stress qui en découle ne sont près de disparaître.

La course aux profits, appliquée de surcroît par une direction prête à tout, fait que les risques de voir se renouveler de tels désastres humains n'ont nullement disparu.

Ni la Sécu ni aucun autre organisme n'y peuvent rien. Cependant, leurs dénonciations renforcent la conviction des travailleurs que les conditions de vie et de travail doivent changer radicalement et au plus vite.

Correspondant LO

• États-Unis

Des jeunes Noirs abattus par des policiers

La saine révolte de la population

La colère s'est emparée de Ferguson, cette petite ville de la banlieue de Saint Louis dans le Missouri, depuis qu'un policier blanc a abattu Michael Brown, un jeune Noir de 18 ans qui n'était pas armé, le 9 août dernier.

Le policier prétend avoir été agressé, alors qu'un témoin affirme que le jeune avait levé les bras et se rendait à la police. Depuis, chaque jour, la population, aux deux tiers noire, crie sa colère, manifeste dans la ville, bras levés en criant : « *Les mains en l'air, ne tirez pas* » et « *Pas de justice, pas de paix* ». Elle affronte les forces de répression pour exiger que justice soit rendue à l'encontre du policier assassin.

Depuis plus d'une semaine la tension est montée, car l'attitude et les décisions des autorités n'ont fait que renforcer la colère et la révolte de la population. Elles ont commencé par couvrir le policier, refusant dans un premier temps de donner son nom, et diffusant une vidéo de surveillance montrant le jeune en train de chiper quelques cigarillos chez un commerçant, pour finir par reconnaître que cela n'avait rien à voir avec sa mort. L'envoi d'un officier noir de la police de l'État parmi les manifestants, pour montrer sa solidarité, n'a calmé le jeu que quelques heures. Finalement, la police locale a été dessaisie et c'est la police de l'État qui a pris le relais, mais les chars et autres matériels militaires exhibés contre les manifestants ont renforcé leur colère, sans parler du couvre-feu mis en place le week-end et qui a donné lieu aux plus violents affrontements.

Lundi 18, les résultats des premières autopsies ont révélé que Michael Brown avait reçu six balles, dont une mortelle, entrée par le sommet du crâne et descendue à travers le cerveau. Aucune n'aurait été tirée à bout portant. La thèse de l'agression ne tient pas, alors que celle de la reddition du jeune semble confirmée. Les résultats d'une troisième autopsie, conduite par les autorités fédérales, ne sont pas connus à l'heure où nous écrivons.

Le gouverneur, effrayé et débordé, a demandé l'intervention de la Garde nationale. La détermination des habitants à obtenir justice, c'est-à-dire déjà l'arrestation et l'inculpation du policier assassin, et l'incapacité des autorités à ramener le calme dans cette petite ville de 22 000 habitants font peur aux autorités. Plus cette situation incontrôlable se prolonge, plus elles peuvent craindre que la révolte s'étende à d'autres villes.

Car cette attitude de la police et des autorités racistes envers les jeunes Noirs n'est pas une particularité de Ferguson. Le meurtre de Trayvon Martin, un autre adolescent noir, abattu en 2012 alors qu'il marchait tranquillement dans la rue, et l'acquittement de son meurtrier par la justice sont encore dans toutes les mémoires. « *Depuis vingt ans, les meurtres de jeunes Noirs désarmés par des policiers ont provoqué des émeutes aussi bien dans des petites villes que dans des grandes* », selon le *New York Times*.

Spark, le bimensuel de l'organisation trotskyste américaine du même nom, affirme dans son éditorial : « *C'est arrivé à Ferguson dans le Missouri, mais ça aurait pu arriver dans n'importe quelle ville de ce pays. Parce que les jeunes hommes noirs qui marchent dans les rues sont des cibles vivantes.* »

C'est dire que la révolte profonde exprimée par la population de cette petite ville de Ferguson et sa détermination à ne rien lâcher avant d'avoir obtenu justice ne peuvent qu'avoir un large écho dans la population du pays, et en particulier dans la population noire.

C'est la raison pour laquelle l'État fédéral lui-même s'est impliqué dans l'enquête, envoyant quarante enquêteurs sur place faire du porte-à-porte pour recueillir des témoignages. Lundi, Obama a annoncé l'arrivée mercredi 20 août du procureur général du pays pour diriger l'enquête, tout en s'inquiétant d'une trop grande implication de la Garde nationale. Il a tenu à dire que ce n'est pas lui qui a demandé son intervention, mais le gouverneur du Missouri.

Et à nouveau, mardi 19, à Saint Louis, à quelques kilomètres de Ferguson, un jeune Noir de 23 ans été abattu par deux policiers, qui ont tiré à plusieurs reprises sur lui sous prétexte qu'il les menaçait d'un couteau ! Une fois de plus, un jeune Noir est abattu comme un chien, et l'indignation et la révolte d'être traités comme des animaux se sont immédiatement exprimées à Saint Louis même, quelques centaines de personnes s'étant tout de suite rassemblées.

Ce nouveau meurtre est de nature à raviver encore la colère et rendre la situation explosive. Les autorités, toutes fédérales qu'elles soient, risquent d'avoir encore bien des difficultés. Face à ces meurtres ignobles, seule la révolte populaire est porteuse d'espoir.

Dominique CHABLIS

Manifestants à Ferguson.

DR

Nous traduisons ci-dessous des extraits de l'éditorial de *Spark*, bimensuel trotskyste américain, consacré au meurtre de Michael Brown et à la révolte de Ferguson.

Ce type de meurtre aurait pu avoir lieu n'importe où dans le pays. Et en fait, il y en a régulièrement. La différence est que la population noire de Ferguson ne l'a pas accepté sans protester. Les protestations ont continué la semaine dernière, marquées par des explosions qui révèlent la rage qu'il y a au plus profond de personnes qui ont été maltraitées et rejetées.

Les autorités, depuis le président Obama jusqu'en bas de l'échelle, dénoncent la « violence » qui se déchaîne à Ferguson.

Quel cynisme. Sans cette prétendue « violence », il n'y aurait pas eu d'enquête aujourd'hui par le FBI ni par le grand jury. Le gouverneur du Missouri n'aurait pas entamé des limogeages dans la police de Ferguson. Sans les protestations, cela aurait été la routine. Et la routine, quand un jeune homme noir est tué par un flic, c'est de balayer sous le tapis toutes les preuves de meurtre. En fait, ce n'est qu'après six jours de protestations continues – et, oui, de « violences » – que quelqu'un a eu le courage de reconnaître qu'il y aurait pu y avoir quelque chose de mal dans ce que le flic avait fait.

La population de Ferguson a raison de protester. Elle a le droit de prendre tous les moyens qu'elle peut pour exprimer son indignation. « *Le pouvoir ne cède rien sans revendication* » : c'était une phrase célèbre d'un discours de Frederick Douglass sur la lutte pour renverser l'esclavage. 157 ans après, c'est toujours aussi vrai.

• Ukraine

La guerre en Europe

Le gouvernement ukrainien a beau ne parler que d'une opération antiterroriste, c'est une véritable guerre qui l'oppose aux forces dites prorusses dans l'est du pays. Et c'est avec tous les moyens militaires dont dispose un État – étoffés en matériel fourni par des puissances « amies », le tout encadré par des conseillers militaires occidentaux – que Kiev tente de réduire à merci le Donbass industriel et sa population.

Des centaines de milliers de réfugiés ont déjà fui la région. Mais dans les « républiques » de Donetsk et de Lougansk, assiégées, privées d'eau, de médicaments, de téléphone, de ravitaillement, comment survivent les un ou deux millions d'habitants restants, sans travail, sans salaire, et pilonnés nuit et jour par l'artillerie et l'aviation ?

De cela, les médias et les gouvernements occidentaux ne disent rien. Ils n'ont de compassion, au moins affichée, que pour les « bonnes » victimes, celles du camp qui leur fait allégeance.

Certes, les dirigeants séparatistes du Donbass, soutenus par des pans dirigeants de l'appareil d'État russe, sinon par Poutine, sont des hommes de main sanguinaires. Ce sont des bandits à la solde de certains oligarques, des gangsters que bénissent les popes et les nationalistes grands-russiens, des voyous qui s'enrichissent dans le pillage de la région. Mais ceux d'en face, les dirigeants de Kiev, ne valent pas mieux. La seule différence est qu'ils agissent à plus grande échelle et avec la bénédiction de la « communauté internationale ». Autrement dit, des grands États impérialistes d'Amérique et d'Europe. Et peu importe à ces derniers si leurs protégés kiéviens doivent mettre le Donbass à feu et à sang pour le réduire, et ensuite se glorifier d'y avoir rétabli leur légalité, sinon leur pouvoir.

C'est au nom de la « démocratie », label que leur ont décerné par avance l'Amérique et l'Union européenne, que les milliardaires qui dirigent l'État ukrainien – Porochenko, le président, Iatseniouk, son Premier ministre, Klitchko, le maire de Kiev, pour les plus connus – mènent leur croisade sanglante dans l'Est.

Obama peut leur demander, à voix suffisamment basse pour ne pas les gêner, mais assez fort pour que l'opinion des pays dits civilisés ne lui reproche pas de se taire, de faire preuve de « retenue » dans leur offensive militaire : chaque jour, l'ONU revoit à la hausse le nombre des civils tués dans l'est de l'Ukraine. La « démocratie » passe, le retour à l'ordre impérialiste est en marche sur des ruines et des milliers de cadavres.

Pierre LAFFITTE

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 1014 C 85576